

Conseil Exécutif du 26 janvier 2016

DÉLIBÉRATION N°21/2016

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À L'UNION DÉPARTEMENTALE
CGT FORCE OUVRIÈRE SPM AU TITRE DE L'ANNÉE 2016**

LE CONSEIL EXÉCUTIF DU CONSEIL TERRITORIAL DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

- VU** la loi organique n°2007-223 et la loi n°2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-mer ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** la délibération n°79/2012 portant délégation d'attributions au Président du Conseil Territorial et au Conseil Exécutif ;
- VU** l'instruction budgétaire et comptable M52 ;
- VU** la délibération n°324-2015 du 18 décembre 2015 approuvant le Budget Primitif de la Collectivité pour l'exercice 2016 ;
- VU** la délibération n°09-2015 du 30 janvier 2015 approuvant le règlement d'intervention économique de la Collectivité Territoriale ;
- VU** les crédits arrêtés au chapitre 65 du budget territorial 2016 ;
- VU** la demande de l'association réceptionnée le 19 octobre 2015 ;
- SUR** le rapport de son Président,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ
A ADOPTÉ LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT**

Article 1 : Le Conseil Exécutif du Conseil Territorial décide d'attribuer une subvention d'un montant de 11 098 € à l'Union départementale CGT Force Ouvrière SPM au titre de l'année 2016.

Cette subvention participe d'une part, aux dépenses de charges locatives du syndicat pour l'année 2016 à hauteur de 9 240 € et d'autre part, aux autres diverses charges de fonctionnement à hauteur de 1 858 €.

Article 2 : Le versement de cette subvention interviendra en 2 acomptes de la manière suivante :

- 1^{er} versement correspondant à 80 % de la subvention, soit 8 880 €, à la signature de la présente délibération ;

- Le solde, soit 2 218 €, à fin juin 2016, sur production du rapport d'activité et des comptes de l'exercice 2015 approuvés par l'assemblée générale et certifiés par la secrétaire générale.

Article 3 : Le syndicat s'engage à mentionner la participation financière de la Collectivité Territoriale sur tout support de communication avec insertion de son logo et lors de rapport avec les médias.

Il devra être en mesure de produire la preuve que cette clause a bien été remplie.

Article 4 : Les crédits nécessaires au règlement de cette dépense seront prélevés sur le budget territorial 2016 – Chapitre 65 – Nature 6574 – Fonction 90.

Article 5 : La présente délibération fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmise au représentant de l'État à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Adopté
7 voix pour
0 voix contre
0 abstention
Membres du CE : 7
Membres présents : 7
Membres votants : 7

<p>Transmis au représentant de l'État Le 28/01/2016 Publié le 28/01/2016 ACTE EXÉCUTOIRE</p>

Le Président,

Stéphane ARTANO

PROCÉDURES DE RECOURS

Si vous estimez que la présente délibération est contestable, vous pouvez former :

- soit un **recours gracieux** devant Monsieur le Président du Conseil Territorial – Hôtel du Territoire, Place Monseigneur MAURER, BP 4208, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON ;
- soit un **recours contentieux** devant le Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon – Préfecture, Place du Lieutenant-Colonel PIGEAUD, BP 4200, 97500 SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON.

Le **recours contentieux** doit être introduit dans les deux mois suivant la notification de la décision de refus (refus initial ou refus consécutif au rejet explicite du recours gracieux) ou dans les deux mois suivant la date à laquelle le refus implicite de l'administration est constitué (*)

(*) *Suite à un recours gracieux, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet implicite.*